
Le bilan imprécis des déchets nucléaires militaires français

Le bilan des déchets nucléaires issus des forces françaises de dissuasion manque de transparence, dénonce le relais hexagonal de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN). Le dernier rapport parlementaire sur le sujet date de 1997.

Officiellement, [l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs \(ANDRA\)](#) compte dans ses colonnes de bilan 148.630 m³ de déchets nucléaires issus des activités militaires dont 232 m³ à haute activité et vie longue (HA-VL), qui resteront dangereux pour des centaines de milliers d'années. Derrière l'apparente précision du chiffre, planent cependant de redoutables imprécisions, dénonce un rapport rédigé par Jean-Marie Collin et Patrice Bouveret, deux experts porte-parole de [la branche française de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires \(ICAN\)](#), organisation qui a reçu le prix Nobel de la Paix en 2017. *"Les chiffres varient sans qu'aucune explication ne soit donnée et surtout aucune évaluation financière n'est fournie sur le coût du retraitement de ces déchets, ce poste ne figurant pas dans le budget de la Défense nationale"*, dénoncent les auteurs du rapport.

Ces déchets proviennent du démantèlement d'ogives nucléaires obsolètes et de la mise hors service de réacteurs utilisés sur des porte-avions et des sous-marins à propulsion nucléaire. Les 232 m³ sont compris dans les 3643 m³ de déchets haute activité produits par les secteurs de la Recherche et de la Défense. Mais l'ICAN note que des volumes qui devraient figurer dans le bilan de la Défense en sont absents. Ce serait le cas notamment du site de Pierrelatte (Drôme) géré par Orano. De plus, les comptes ne font pas apparaître 198 tonnes de combustibles usés provenant des bâtiments de la Marine qui sont stockés dans l'attente d'un hypothétique recyclage industriel.

La crainte d'une perte de mémoire

Les déchets à faible activité sont pris en charge par l'Andra dans ses sites de Soulaines et Morvilliers (Aube). Les HA-VL devraient aller dans le centre d'enfouissement géologique [Cigéo](#) de Bure (Haute-Marne). En attendant l'ouverture de ce centre qui vient de boucler en septembre 2021 son enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, ces déchets — comme ceux du civil — sont entreposés près des lieux de production : Cherbourg, l'île Longue près de Brest et Toulon principalement pour le secteur de la Marine. Des bases militaires comme celles de Solenzara, Cazaux, Avord, Landivisiau stockent des matériels irradiés de l'armée. L'ICAN craint une perte de mémoire de ces sites où les déchets sont enfouis à faible surface. Ainsi, le rapport relate que des expertises radiologiques sur la base militaire de Orléans-Bricy (Loiret) ont dévoilé la présence de 50m³ de béton contenant des éléments d'avions contaminés lors des essais nucléaires atmosphériques en Algérie dans les années 1960. Ils avaient semble-t-il été oubliés.

Les bilans de l'Andra sont d'ailleurs amnésiques sur les déchets radioactifs laissés par la France en Algérie et en Polynésie. Ces essais en plein air n'ont pas seulement causé une pollution atmosphérique. *"Nul ne sait combien de tonnes de matériels irradiés ont été abandonnés en Algérie et c'est d'ailleurs une des causes de dissension avec la France"*, rappelle Jean-Marie Collin. En Polynésie, dans l'atoll de Mururoa, site d'essai de bombes nucléaires jusqu'en 1995, des puits de

plus de 1000 mètres de profondeur ont été creusés au cœur du lagon pour enfouir des matériaux irradiés.

Le renouvellement de la dissuasion va faire augmenter fortement les déchets radioactifs

Le ministère de la Défense ne va pas cesser de produire ces déchets dangereux. Le renouvellement des sous-marins et porte-avions à propulsion nucléaire vont faire mécaniquement augmenter les matières HA-VL. Ce programme de modernisation a un budget de 20 milliards d'euros dans la seule phase couvrant la période 2022-2025. Il va mettre au rencart 18 réacteurs nucléaires qui vont être stockés à Cherbourg pendant 50 ans, délai nécessaire pour que ces déchets refroidissent et puissent être enfouis à Cigéo si le centre a ouvert d'ici là. 100.000 m³ supplémentaires de déchets vont ainsi être produits d'ici la fin du siècle.

Cette situation alarme la députée de la Meuse Émilie Cariou (Les Nouveaux Démocrates). Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), l'élue ne cesse de batailler pour une plus grande transparence du secteur nucléaire civil et militaire. *"Aujourd'hui, l'évaluation de la gestion des déchets radioactifs est de mieux en mieux documentée sur le nucléaire civil, mais comme le souligne le présent rapport, nous faisons encore face à un manque d'information sur la gestion des déchets radioactifs de type militaire"*, déplore-t-elle. Le précédent rapport sur le sujet date de 1997. Depuis, personne n'a songé à interroger la "grande muette" sur le sujet. La présente mandature se terminant en juin 2022, ce sera à la prochaine assemblée de décider s'il faut enquêter sur ce sujet sensible.